
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 11 (1983)

DOI: 10.11588/fr.1983.0.51381

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

notre attention, dans un compte-rendu détaillé du travail de S. L. K. (*State, Society and Subsistence in Eighteenth-Century France*, Review Articles, *Journal of Modern History* 50, 1978), sur un troisième axe de réflexion dans la problématique actuelle de l'histoire intellectuelle: le statut de l'événement. Nous savons que l'histoire de la naissance du libéralisme économique au XVIII^e, en France, est jalonnée d'événements spectaculaires: »l'Edit de liberté« de 1764, le »boom« produit par la parution des »Dialogues sur le commerce des bleds« en 1770, la »guerre des farines« en 1775 etc. . . . Avec le travail de S. L. K., l'événement prend naissance dans l'entrecroisement des textes, se construit à la fois en son centre – ses narrations – et sur ses limites – ses conditions d'émission, ses effets de lecture, ses réceptions.

Souligner l'effort méthodologique de S. L. Kaplan, c'est marquer une grande réussite: nous avoir permis enfin de comprendre le pourquoi et le comment d'un événement majeur dans la vie politique française de la seconde moitié du XVIII^e, le libéralisme économique.

Jacques GUILHAUMOU, Paris

Steven L. KAPLAN, *Le complot de famine: histoire d'une rumeur au XVIII^e siècle*, Paris (Colin) 1982, 77 S.

Assurer aux hommes leur pain quotidien était un des grands défis portés à l'efficacité administrative de l'Ancien Régime. A intervalles plus ou moins réguliers, presque tous les pays européens connurent de graves problèmes alimentaires qui tendaient à aboutir à des crises économiques du »type ancien«. Quelles en étaient les causes? Elles furent, en effet, trop complexes pour se réduire simplement à la succession de bonnes, de médiocres et de mauvaises récoltes. Nous en avons, aujourd'hui, des notions bien différentes de celles que s'en étaient formées les contemporains affligés. Parmi celles-ci figurait en premier lieu le soupçon d'un affreux complot, du complot de famine. Les Mémoires du duc de Saint-Simon, lors du grand hiver des années 1709/10, en témoignent à maintes reprises: le ministère, quelques agents royaux, le roi lui-même, sont tour à tour soupçonnés d'une spéculation qui aurait renchéri les blés¹. Dans toutes ces crises de subsistance, les opinions, les imputations, l'hystérie même du peuple ont été pour beaucoup.

Après son œuvre magistral, »Bread, politics and political economy in the reign of Louis XV«, Steven L. Kaplan nous offre maintenant une analyse originale et richement documentée du rapport entre le roi français et ses sujets tel qu'il évoluait au cours des règnes de Louis XV et de Louis XVI. A cet effet, l'auteur étudie les disettes de 1725/26, de 1738/41, de 1747 et de 1751/52, et les crises plus étendues de 1765/70 et de 1771/75, telles qu'elles furent aperçues par le public de tous les niveaux sociaux. Comme le démontre l'exemple du duc de Saint-Simon, la conviction d'un complot ne fut point limitée aux couches inférieures de la société française. Cependant, l'intention de l'auteur n'est pas d'examiner le bien-fondé des rumeurs d'un complot – il avoue qu'en quelques cas, il y en ait des indices (p. 57, n. 5) –, mais plutôt la signification du »fait qu'on ait cru à leur existence« (p. 11).

Le roi et ses ministres furent obligés de veiller au bien public ce qui comprenait avant tout bien nourrir leurs sujets. Le roi et ses ministres furent de même soumis au scrutin universel de leurs peuples: s'étaient-ils bien acquittés de leur mission? Ainsi, la périodicité des crises alimentaires pouvait provoquer des crises périodiques de l'autorité et même de la sacro-sainteté royales. Ces

1 Relatif au grand hiver de 1709/10, il vaut toujours la peine de consulter Alfred de BOISLISLE, *Le grand hiver et la disette de 1709*, dans: *Revue des questions historiques* 73 (1903-1) p. 442-509, et 74 (1903-2) p. 486-542.

crises-là, s'accumuleraient-elles à la longue durée pour enfin effectuer une inguérissable aliénation du roi de ses sujets?

L'interprétation donnée par le public aux crises de subsistance du XVIII^e siècle permet de mesurer le progrès de ce processus d'aliénation. Suivons à cet effet de plus près l'examen que fait l'auteur de la crise de 1771/75:

Aux années 1770 et 1771, l'abbé Terray abandonne le système du libre commerce des grains sans réussir à faire disparaître les rumeurs d'un complot. Il réorganise l'approvisionnement en céréales sans que le public s'en aperçoive et en comprenne la signification. Il y a des autorités locales même dont les lumières n'y suffisent pas. Terray fait acheter des blés afin d'en former des réserves contre des disettes futures: le public croit à une organisation monolithique d'envergure gigantesque créée à dessein d'accaparer les blés en les vendant à l'étranger. Le but de ce manœuvre: affamer les sujets du roi². Le Parlement de Bordeaux, p. e., est bien convaincu qu'il existe une »Compagnie à Paris qui avoit le privilège exclusif du commerce des grains dans le royaume« (p. 46). Tout de même, Terray se montre averse à l'idée d'un meilleur éclaircissement du public: »Sa conception paternaliste de l'autorité exclut toute idée d'un dialogue entre le ministre-père et le peuple-enfant« (ibid.). Voilà une des majeures difficultés du despotisme éclairé quant à la perception de ses mesures par les sujets. L'image du souverain s'en trouve d'autant plus compromise que le retour, sous Turgot, au commerce libre semble justifier les accusations antérieures. Mais le ministre réformateur ne sait empêcher une nouvelle disette: cette fois, c'est le ministre lui-même qui contribue à se faire perpétuer les rumeurs en accusant ses adversaires politiques des manœuvres d'accaparement (la bien-connue »guerre des farines«). C'est que Turgot refuse d'admettre que son système d'approvisionnement – au fond duquel il y a toute une idéologie élaborée – puisse mal fonctionner au cas d'urgence. Dans ce respect, la crise de 1771/75 n'est pas entièrement pareille à celles qui l'ont précédée en ce que, cette fois, ce soit l'élite éclairée qui ait contribué à la continuation des rumeurs dangereuses.

Dans un dernier chapitre, »La rumeur et l'histoire«, l'auteur fait son bilan: »Chacun des épisodes de l'histoire du complot de famine diffère des autres par des détails particuliers, mais tous présentent, à des degrés divers, un certain nombre de traits communs. Tous soulignent le caractère primordial et sacro-saint des subsistances; le peuple consommateur y joue le rôle de victime innocente et désarmée: le complot en est d'autant plus odieux et anti-social. La disette est toujours créée: puisque rien n'est accidentel, l'indice le plus tenu, la moindre vraisemblance deviennent des preuves irréfutables... La hantise du complot... pénètre partout, diffuse« (p. 49). Kaplan se demande »des conditions plus fondamentales, des facteurs structurels« (ibid.) de cette façon de penser et de réagir.

Premièrement et primordialement, il y a »la tyrannie des céréales dans le monde pré- ou proto-industriel« (ibid.). En outre, le public, à tous les niveaux, est toujours à la recherche d'un coupable tangible. Parfois, il se présente sous forme du négociant auquel on prête facilement les desseins les plus funestes. Ce n'est pas qu'il n'y ait pas assez de gens – paysans, administrateurs, savants – qui connaissent très bien les causes naturelles qui contribuent aux disettes: cependant, l'histoire de la rumeur est aussi l'histoire d'un refus de mieux comprendre. La faiblesse structurelle des marchés de blé en est aussi largement responsable, aggravée encore par les multiples égotismes locaux et régionaux. Ceux-ci s'opposent à la formation d'unités de marché plus grandes telles qu'elles auraient été nécessaires à mieux s'attaquer aux problèmes des subsistances. L'auteur voit là la réaction hostile à l'expansion de l'économie de marché destructrice des anciennes structures économiques, sociales et morales. En dernière consé-

2 On se souvient qu'à la même époque, la nécessité, et les problèmes techniques des magasins publics de blé furent discutés sérieusement partout par les gens de l'administration et des écrivains caméralistes. Les recherches actuelles relatives à la diffusion des connaissances au XVIII^e siècle devraient être complétées par l'examen des distortions et blocages totaux d'informations de première importance.

quence, c'est le roi qui doit répondre du pain de ses sujets, à peine d'échouer en tant que roi comme l'a fait Louis XV. L'expansion de l'état dans l'ère absolutiste a augmenté les responsabilités du souverain, dépassant les limites de ses facultés. Voilà le roi face à un grave dilemme: en même temps qu'on attend de lui des activités salutaires, le »grain du roi« est souvent soupçonné de n'être qu'une espèce de taxation en plus.

En conclusion, l'auteur reconnaît comme »constitutive des mentalités collectives de l'Ancien Régime« la »hantise du complot de famine« (p. 55). A la longue durée, elle a dû mener à un »desenchantement« du peuple vis-à-vis du souverain et du régime et vice versa. Kaplan refuse de n'y voir que de l'hystérie, c'est-à-dire un comportement quasi-pathologique de la plupart de la population. Il préfère l'expliquer plutôt par le cumul complexe de facteurs – espérances et expériences quotidiennes du peuple – qui ont tous encouragé la pensée du complot – et il nous rappelle à plusieurs reprises qu'un pareil comportement du public vis-à-vis le phénomène général de »disette« n'est pas la propriété exclusive du peuple français du XVIII^e siècle. Dans les yeux de celui-ci, cependant, le roi semblait avoir trahi la confiance sacrée de ses sujets – »comment, dès lors, le souverain pourrait-il, au nom d'une relation magique et mystique, continuer à exiger la déférence et la soumission de ses sujets?« (p. 56).

Est-ce là la Révolution de 1789? Kaplan est loin de vouloir la faire comprendre de manière monocausaliste. Tout de même, son bilan s'achève par la réalisation d'un paradoxe: la critique du roi-boulangier qui manque à procurer du pain, toute »conservatrice, traditionnelle, paternaliste« qu'elle est, est en même temps »subversive«, contribuant ainsi au »déblocage des structures politiques, psychologiques et économiques de l'Ancien Régime« (ibid.). Avec la Révolution et les bouleversements sociaux, économiques et politiques dans sa suite, le problème des subsistances n'est point résolu, mais l'histoire du faim devait, désormais, s'inscrire dans un cadre bien différent de celui qu'elle avait connu pendant le XVIII^e siècle.

Ulrich-Christian PALLACH, Erlangen

Gustavo CORNÌ, *Stato assoluto e società agraria in Prussia nell'età di Federico II*, Bologna (Società editrice Il Mulino) 1982, 479 S. (Annali dell'istituto storico italo-germanico, Monografia 4).

So exakt wie nur möglich gibt der Titel den Inhalt des Buches wieder: die Stellung von Landwirtschaft, Großgrundbesitz und insbesondere der adligen Grundbesitzer im preußischen Staat des 18. Jhs., ein Thema, das in den bahnbrechenden, auch für Corni vorbildlichen Untersuchungen von H. Rosenberg und O. Büsch relativ am Rand geblieben ist. Speziell wird danach gefragt, wie die Etablierung des absolutistischen Staats zu einem »Kompromiß« zwischen Souverän und Adel führte, der nicht als eine säuberliche Arbeitsteilung zwischen politischer und wirtschaftlicher Sphäre verstanden wird, sondern als ein beständiger Konflikt, in dem die beiden Protagonisten ihre jeweiligen Interessen durchzusetzen suchten, die überdies an vielen Punkten mit denjenigen der Bauern und bürgerlichen Landpächter kollidierten. Grundlage der Untersuchung bildet eine umfassende Auswertung des riesigen Schrifttums zu dem Thema. Ältere und neuere Kontroversen der einschlägigen Forschung werden an vielen Stellen sorgfältig rekapituliert, so daß das Buch streckenweise die Funktion eines kritischen Literaturberichts erfüllt. Hinzu tritt eine systematische Auswertung der umfangreichen, gedruckt vorliegenden Quellen, welche nicht nur für die Erhellung von Spezialproblemen, sondern auch grundsätzlicher Sachverhalte wichtig sind. Entgegen dem Wortlaut des Titels schließt die Darstellung auch die Regierungszeit Friedrich Wilhelms I. ein und greift gelegentlich noch weiter zurück, aber das Hauptaugenmerk und die zentralen Thesen betreffen, wie gleich zu sehen sein wird, die Politik Friedrichs II. Die weitgehende geographi-